

DÉPARTEMENT DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL ET DE L'ENVIRONNEMENT SERVICE DE LA CONSOMMATION ET DES AFFAIRES VÉTÉRINAIRES

Date de réception:

*

*

*

	Auto contrôle	Commune			
Laisser en blanc	Facturation	Envoi préavis			
	Paiement	Envoi préavis permis exploit			
	Transmission IDA	Réponse préavis commune			
	Validation IDA	Réponse préavis permis exploit			
aiss	<u>Administration</u>				
تّ	Autorisation	Nº LIMSOPHY			
	Permis exploitation				
	Facturation	N° SAP			

DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER UNE PISCINE PUBLIQUE

Enseigne exacte de l'établissement										
Si reprise d'un établissement existant: ancien nom										
Adresse										
NPA et localité										
Téléphone Courriel										
Exploitant-e (requérant-e de l'autorisation)										
Forme juridique	Entrepri	se individuelle	SA	Sàrl	Soc. en i	nom collectif				
	Soc. en	commandite	Coopérati	ve	Fondation	Société simple				
	Associa	tion	Collectivit	Collectivité ou établissement de droit public						
Nom de la société										
Personne exerçant	la direction de la	a société* ou perso	onne en raison i	ndividueli	le (* grandes er					
Civilité	Madame	Monsieur				facultatifs)				
Nom			Prénom							
Date de naissance			Nationalite	Nationalité						
Adresse de corresp	oondance									
Rue et No										
NPA et localité										
Téléphone			Portable							
Courriel										
Personne responsable (personne physique à laquelle l'exploitant confie la responsabilité opérationnelle de l'établissement)										
Civilité	Mad	ame	Monsieur							
Nom			Prénom							
Adresse										
NPA et localité			Date de n	aissance						
Téléphone			Portable							
Courriel										

Eventuel-le suppléant-e de la personne responsable

Civilité Madame Monsieur

Nom Prénom

Tél. Portable

Détenteur-trice du permis biocide

Civilité Madame Monsieur

Nom Prénom

Tél. Portable

Dimensions de l'exploitation

Nombre de bassin(s)

Capacité d'accueil par bassin(s) (si plusieurs, voir documents à joindre ci-dessous)

Capacité d'accueil globale journalière

DOCUMENTS À JOINDRE À LA DEMANDE

- Concept d'autocontrôle conforme à la législation sur les denrées alimentaires et les objets usuels, incluant :
 - Description de l'organisation de l'exploitation, plan de nettoyage et de désinfection, plan d'échantillonage, journal d'exploitation, concept de sécurité
- Concept de sécurité relatif à l'accès des bassins, pour les usagers
- Rapport d'ingénieur attestant de la conformité des infrastructures en termes de sécurité
- En cas de nouvelle construction ou de travaux de transformation ou de rénovation, un préavis du service de l'aménagement du territoire, portant sur le respect de l'article 8 de la loi sur les constructions (LConstr), du 25 mars 1996
- Copie du permis biocide du/de la détenteur-trice, datant de moins de 10 ans
- Copie d'une pièce d'identité suisse ou du permis de séjour de la personne responsable
- Si un-e suppléant-e de la personne responsable est désigné-e : photocopie d'une pièce d'identité
- Si plusieurs bassins : plan de ces derniers et descriptif de la capacité d'accueil de chacun

<u>En complément aux éléments cités ci-dessus, les documents suivants doivent également être joints en fonction de la nature juridique de l'exploitant-e</u> :

Entreprise individuelle

- Document d'inscription au registre du commerce, datant de moins de trois mois (si inscription)
- Extrait du casier judiciaire (ORIGINAL) de l'exploitant, datant de moins d'un mois
- Extrait du casier judiciaire (ORIGINAL) de la personne responsable, datant de moins d'un mois

Société simple, en nom collectif ou en commandite

- Document d'inscription au registre du commerce, datant de moins de trois mois, si la société est inscrite
- Extrait du casier judiciaire (ORIGINAL), datant de moins d'un mois:
 - des associés de la société
 - > de la future personne responsable de l'établissement

SA, Sàrl, Coopérative

- Document d'inscription au registre du commerce, datant de moins de trois mois
- Extrait du casier judiciaire (ORIGINAL), datant de moins d'un mois:
 - > des administrateurs de la société
 - > de la personne qui exerce la direction de la société
 - > de la future personne responsable de l'établissement

Fondation, Association

- Document d'inscription au registre du commerce, datant de moins de trois mois (si inscription)
- Extrait du casier judiciaire (ORIGINAL), datant de moins d'un mois:
 - > de la personne qui exerce la présidence de la fondation ou de l'association
 - > de la personne qui exerce la direction de la fondation ou de l'association
 - > de la future personne responsable de l'établissement

Association à but non lucratif : copies des statuts en français

Collectivité publique, établissement de droit public ou institution reconnue par la loi de santé

Néant

Le/la requérant-e de l'autorisation atteste que les informations fournies sont exactes et complètes. La personne qui signe doit être habilitée à le faire par l'entité requérante. A défaut, l'autorisation éventuellement délivrée est nulle.

Lieu et date		
Signature du/de la requérant-e		